

CLASSE,
RELIGION
& COMPORTEMENT
POLITIQUE

Guy Michelat
Michel Simon



presses de la fondation nationale
des sciences politiques
&
éditions sociales

Guy Michelat et Michel Simon

**Classe, religion &
comportement politique**

1977



SciencesPo.
Les Presses

Présentation

On a beaucoup écrit que si, dans le passé, la religion avait constitué un principe essentiel de différenciation politique, il n'en allait plus de même aujourd'hui. On s'est également demandé si la classe sociale continuait d'avoir une incidence sur le comportement politique. En fait, les comportements politiques et les systèmes d'opinions et d'attitudes qui leur sont associés restent fortement dépendants du niveau d'intégration religieuse et de l'appartenance objective et subjective à une classe sociale. Ce que l'analyse, menée à partir d'entretiens non directifs et d'enquêtes par questionnaires, révèle, à l'origine des comportements politiques, ce sont les croyances et les convictions, les implications affectives, la représentation du champ social, les systèmes de normes et de valeurs caractéristiques notamment du catholicisme et de la classe ouvrière. L'emprise de ces structures symboliques est largement tributaire de l'histoire des individus et de leurs groupes d'appartenance. L'analyse de données collectées en 1966 et sa confrontations avec des résultats plus récents montrent à la fois le profond enracinement culturel des systèmes d'attitudes ainsi constitués et leur évolution, inséparable des mutations globales de la société française.

Copyright

© Presses de Sciences Po, Paris, 2012.

ISBN numérique : 9782724680669

ISBN papier : 9782724603873

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

S'informer

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site **Presses de Sciences Po**, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

Avec le soutien du



www.centre nationaldulivre.fr



SciencesPo.
Les Presses

Table

Avant-propos

PREMIÈRE PARTIE : VISION DU MONDE ET PERCEPTION DU CHAMP POLITIQUE

1. Une approche qualitative : une phase d'exploration

2. Le groupe des catholiques déclarés

Le communisme et nous

Le noyau : personne-famille-culture

Le refus de la politique et la vision de corps social

L'idéal et le réel

Vers un retournement

3. Le groupe des irréligeux déclarés

Nous les ouvriers

Les ouvriers et leur syndicat

La politique et le communisme

La religion

DEUXIÈME PARTIE : SYSTÈMES D'OPINIONS ET CHOIX POLITIQUES

1. L'analyse typologique : une technique de condensation des données

L'objectif poursuivi

Le modèle utilisé

Les données utilisées

2. Types de droite, de gauche et apolitique

Les types A, B et C : une relation d'ordre dans un univers politique

Le type Y, un type « apolitique »

Systèmes d'opinions et électorats

3. Types pratiquants et types irréguliers, les deux pôles d'un continuum

Pratique religieuse et vote communiste dans une typologie à trente types

Types à pratique régulière maximum et vote PC nul, types à pratique régulière minimum et vote PC maximum

Les deux pôles d'un continuum

TROISIÈME PARTIE : CLASSE SOCIALE OBJECTIVE, CLASSE SOCIALE SUBJECTIVE ET COMPORTEMENT POLITIQUE

1. Le problème des indicateurs

Les variables et leur mesure

La démarche suivie

2. Classe sociale objective et comportement politique

Indicateurs socio-professionnels et comportement politique

Position propre, alliance, ascendance et comportement politique

Classe sociale objective et comportement politique

Classe sociale objective, comportement politique et variables sociologiques

Classe sociale objective, comportement politique et variables contextuelles

3, Classe sociale objective et classe sociale subjective

La classe sociale subjective

Position propre, alliance, ascendance et classe sociale subjective

Classe sociale objective et classe sociale subjective

Classe sociale objective, classe sociale subjective et variables sociologiques

Classe sociale objective, classe sociale subjective et variables

contextuelles

4. Classe sociale subjective et comportement politique

Classe sociale subjective et indicateurs politiques

Classe sociale subjective, comportement politique et variables sociologiques

Classe sociale subjective, comportement politique et variables contextuelles

5. Classe sociale objective, classe sociale subjective et comportement politique

Classe sociale objective, classe sociale subjective et indicateurs politiques

Classe sociale objective, classe sociale subjective, comportement politique et variables sociologiques

Classe sociale objective, classe sociale subjective, comportement politique et variables contextuelles

Classe sociale objective et subjective, affiliation syndicale et comportement politique

QUATRIÈME PARTIE : APPARTENANCE DE CLASSE ET NIVEAU D'INTÉGRATION RELIGIEUSE

1. Pratique culturelle et niveau d'intégration religieuse

La variable religieuse

Les indicateurs de la variable religieuse

2. Variations du niveau d'intégration religieuse en fonction de nos indicateurs

L'indicateur « pratique religieuse »

Niveau d'intégration religieuse et variables socio-démographiques

Niveau d'intégration religieuse et contexte religieux

3. Classe sociale objective et niveau d'intégration religieuse

Variation du niveau d'intégration religieuse en fonction de nos indicateurs de la classe sociale objective

Classe sociale objective, niveau d'intégration religieuse et variables socio-démographiques

Classe sociale objective, niveau d'intégration religieuse et variables contextuelles

4. Classe sociale objective, niveau d'intégration religieuse et classe sociale subjective

Classe sociale objective, niveau d'intégration religieuse et classe sociale subjective

Classe sociale objective, niveau d'intégration religieuse variables socio-démographiques et classe sociale subjective

Classe sociale objective, niveau d'intégration religieuse, variables contextuelles et classe sociale subjective

CINQUIÈME PARTIE : APPARTENANCE DE CLASSE, NIVEAU D'INTÉGRATION RELIGIEUSE ET COMPORTEMENT POLITIQUE

1. Religion et politique

2. Niveau d'intégration religieuse et comportement politique

Niveau d'intégration religieuse, comportement électoral, attitudes politiques

Niveau d'intégration religieuse, comportement politique et variables sociologiques

Niveau d'intégration religieuse, comportement politique et variables contextuelles

3. Classe sociale objective, niveau d'intégration religieuse et comportement politique

Classe sociale objective, niveau d'intégration religieuse et comportement politique

Classe sociale objective, niveau d'intégration religieuse, comportement politique et variables sociologiques

Classe sociale objective, niveau d'intégration religieuse, comportement politique et variables contextuelles

4. Classe sociale subjective, niveau d'intégration religieuse et comportement politique

Classe sociale subjective, niveau d'intégration religieuse et comportement politique

Classe sociale subjective, niveau d'intégration religieuse, variables socio-démographiques et comportement politique

Classe sociale subjective, niveau d'intégration religieuse, variables contextuelles et comportement politique

5. Classe sociale objective, classe sociale subjective, niveau d'intégration religieuse et comportement politique

CONCLUSION

Conclusions

ANNEXES

1. Caractéristiques du sondage

Caractéristiques ayant servi à l'établissement de l'échantillon

Intentions de vote déclarées et comportements électoraux effectifs

2. Présentation des résultats et lecture des tableaux

3. Cartes

4. Indice de prédisposition au vote communiste

Avant-propos

A l'origine du présent travail se trouve un programme de recherche consacré à la perception du champ politique et, plus particulièrement, des formations politiques. C'est au dernier trimestre de 1966 qu'une équipe placée sous la responsabilité de Raymond Fichelet, Monique Fichelet, Guy Michelat et Michel Simon se constitua à cet effet. Il s'agissait, dans notre esprit, d'analyser les systèmes de significations associés au comportement politique d'une part, et, d'autre part, de rechercher les principales variables explicatives des phénomènes observés. Cet ensemble de préoccupations explique l'adoption d'une double procédure, l'une qualitative, pour laquelle on a recueilli et analysé un ensemble d'entretiens non directifs dans les différentes régions de la France, l'autre quantitative, pour laquelle on a eu recours à un sondage auprès d'un échantillon représentatif de la population française^[1].

Les opérations de sondage ont été réalisées par l'institut français d'opinion publique.

Nous nous sommes attachés, dans une seconde étape, à pousser plus avant le traitement du matériel ainsi recueilli. C'est au cours de ce travail que se sont précisés progressivement l'objet et les grandes lignes du présent ouvrage. Dans un premier temps, l'analyse de nos entretiens non directifs nous avait suggéré l'existence de systèmes cohérents de représentations et d'implications affectives sous-jacents au comportement politique, et associés de façon privilégiée d'une part à l'appartenance religieuse, d'autre part à l'appartenance de classe. Notre première partie retrace notre cheminement vers ce système d'hypothèses sur la base de notre matériel.

Nous avons entrepris, dans un second temps, de vérifier sur une base quantitative l'existence de systèmes organisés d'opinions et d'attitudes relatives au champ politique, et leur relation avec le comportement électoral d'une part, et, d'autre part, un certain nombre de caractéristiques telles que la pratique religieuse, la profession de la personne interrogée, celle de son

père, etc. ; cette contre-épreuve constitue la matière de notre seconde partie. Mais ces résultats, obtenus de façon globale, ne nous permettaient ni d'étudier les interactions entre nos différentes variables, ni de déterminer la contribution de chacune d'entre elles à la formation des attitudes et des comportements politiques : nos trois dernières parties sont issues de notre souci de valider nos hypothèses à l'aide d'une procédure beaucoup plus analytique. Le plan d'exposition adopté dans cet ouvrage reproduit donc, pour l'essentiel, le mouvement de notre propre effort d'investigation^[2]. De ce fait, c'est dans l'ordre où nous nous les sommes posés qu'apparaîtront également les problèmes méthodologiques et théoriques soulevés par la discussion critique de notre matériel, la validité de nos méthodes d'analyse, la pertinence des interprétations sociologiques que nous proposons de nos résultats. L'ordre ainsi adopté n'est pas sans inconvénient didactique. Au moins fait-il apparaître l'esprit d'une démarche au cours de laquelle il nous a semblé que, de façon constante, procédures empiriques et interrogations théoriques se déterminaient mutuellement.

Nous sommes tout à fait conscients de n'apporter ici, et dans le meilleur des cas, qu'une contribution à la connaissance du comportement politique et de ses déterminants. Notre approche est en effet partielle, et notre matériel daté. Nos résultats doivent donc être référés au cadre historique global (institutionnel, socio-économique, politique, international, etc.^[3]), dont nous ne traitons pas ici, mais hors duquel les comportements politiques et leur sens sont inintelligibles. Ils doivent également être appréciés en fonction des modifications ultérieures de ce cadre et des phénomènes par nous étudiés. Nous pensons que nos observations n'ont pas perdu toute actualité, et qu'elles peuvent même, compte tenu de leurs limites, aider à comprendre les évolutions politiques intervenues depuis la date de l'enquête. Il appartiendra bien évidemment au lecteur, et à lui seul, d'en juger.

Notes du chapitre

[1] Les résultats recueillis au cours de la première étape de ce programme ont donné lieu à plusieurs publications dont notamment : Fichelet (Monique), Fichelet (Raymond), Michelat (Guy), Simon (Michel), « Premiers résultats d'un programme de recherches en psychosociologie politique. Les Français, la politique et le Parti communiste », *Cahiers au communisme*, 12, décembre 1967, p. 53-78 ; 1. janvier 1968, p. 22-59 ; Fichelet (Monique), Fichelet (Raymond), Michelat (Guy), Simon (Michel), « L'image du Parti communiste français d'après les sondages de l'IFOP », in *Le Communisme en France*, Paris. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1969, p. 255-279.

[2] Les trois premières parties reprennent le contenu, notamment développé, des publications suivantes : Michelat (Guy), Simon (Michel), « Classe sociale objective, classe sociale subjective et comportement électoral », *Revue française de sociologie*, 12(4), octobre-décembre 1971, p. 485-527. « Catholiques déclarés et irréli­gieux communi­sants : vision du monde et perception du champ politique », *Archives de sciences sociales des religions*, 35, 1973, p. 57-111. « Systèmes d'opinions, choix politiques, caractéristiques socio-démographiques : résultats d'une analyse typologique », *Revue française de science politique*, 24 (1), février 1974, p. 5-32. « Systèmes d'opinions, choix politiques, pratique religieuse et caractéristiques socio-démographiques : résultats d'une analyse typologique », *Archives de sciences sociales des religions*, 37, 1974, p. 87-115. En revanche, les deux dernières parties n'ont fait l'objet d'aucune publication antérieure au présent ouvrage.

[3] La collecte des données s'est effectuée au cours du dernier trimestre de 1966 : elle était achevée quelques jours avant la signature d'une « plate-forme » commune par le Parti communiste et la Fédération de la gauche démocrate et socialiste en vue des élections législatives de mars 1967.

Première partie : Vision du monde et perception du champ politique

1. Une approche qualitative : une phase d'exploration

« C'est souvent incompréhensible, quoi, si on vous demande d'expliquer pourquoi on aime ça, ou pas... hein... et pour la personne qui vous... elle n'arrive pas souvent à suivre, quoi... le crois qu'il faut aller au plus profond de soi-même, quoi... il faut se psychanalyser... parce que dans la tête de quelqu'un il se passe tellement, tellement de choses, on en arrive à penser & plusieurs choses à la fois... souvent ça se mélange... oui... il faut rechercher au plus profond de soi-même... »

Couturière salariée, Provence.

Notre premier objectif est d'étudier les significations (systèmes de valeurs, représentations, symboles, valorisations affectives, etc.) qui, associées aux comportements politiques, permettent d'en saisir le sens et d'en comprendre les éventuelles évolutions. A nos yeux, la démarche qu'appelle pareille interrogation n'est pas concurrente, mais complémentaire d'autres approches du comportement politique. Ses résultats ne prennent sens que confrontés à ceux que fournissent, pour ne citer que deux exemples, l'étude des mouvements sociaux ou l'analyse électorale. Mais la question que nous nous posons implique la mise en œuvre de techniques d'investigation spécifiques. C'est ainsi que la statistique électorale, pour irremplaçables qu'en soient les enseignements, est d'interprétation difficile, dès lors qu'on cherche à mettre au jour les motivations effectives des électeurs^[1]. Sans doute, l'analyse des messages et plus généralement des productions symboliques émises et véhiculées par les candidats, les partis, les médias, etc., fournit-elle des pistes d'un intérêt considérable. Mais on ne saisit par là qu'une des faces de la réalité. Car comment savoir *a priori* ce qui, dans le message, fait sens, pour qui, et

pour quelles raisons ? Il se peut, par exemple, que le choix électoral ne tienne pas seulement ni principalement au contenu intellectuel du message émis par tel candidat ou parti, mais à un sentiment global d'affinité fondé sur un ensemble de « petites perceptions » dont n'ont clairement conscience ni l'émetteur, ni le récepteur. De ce fait, les significations véritablement pertinentes peuvent échapper à l'analyste politique, si celui-ci ne réussit pas à entrer dans le « monde propre » du destinataire du message^[2]. On peut à l'inverse supposer que le comportement électoral et plus généralement politique n'entretient qu'un rapport très lâche avec les systèmes de valeurs, les représentations, les implications affectives des individus et des groupes, sauf dans le cas d'une minorité très impliquée politiquement et à la limite « spécialiste », professionnellement ou non, de la politique. Le risque est grand, là encore, d'interpréter les comportements en fonction de critères valables peut-être seulement pour un milieu restreint.

Nous ne sommes évidemment ni les premiers, ni les seuls, à nous interroger sur les représentations, sentiments, attitudes associés aux comportements politiques. En particulier, le développement et la multiplication des enquêtes par sondage ont apporté, relativement au sujet qui nous préoccupe, une quantité considérable d'informations. Notre propos n'est pas de nier la valeur de ce mode d'approche auquel nous aurons très largement recours dans ce livre^[3]. Notons toutefois^[4] que, dans un entretien par questionnaire fermé, il y a structuration complète du champ proposé à l'enquêté : celui-ci ne peut répondre qu'aux questions qui lui sont proposées, dans des termes formulés par le chercheur et dits par l'enquêteur qui détient le monopole de l'exploration, sinon de l'inquisition. Une même question peut revêtir un sens différent pour celui qui la rédige, pour celui qui répond, éventuellement pour celui qui interprète la réponse. Plus précisément, l'enquêté se pose peut-être les problèmes dans des termes tout à fait différents de ceux qu'imagine le chercheur, et la formulation qui lui est imposée n'est peut-être pas celle qu'il aurait spontanément choisie. Surtout, la *dimension* explorée peut ne pas correspondre du tout à celle qui aurait eu une signification pour l'enquêté. Ainsi l'enquête d'opinion ne nous permet-elle pas, à elle seule, d'échapper au risque de clôture projective que nous signalions en commençant^[5]. Ce risque est d'autant plus grand qu'augmente la distance socio-culturelle^[6] et idéologique entre le chercheur et la population qu'il étudie^[7].

C'est cet ensemble de considérations qui nous a conduits à lutter, autant

que nous le pouvions, contre la tentation de délimiter *a priori* de façon trop stricte le champ de notre investigation. Ce n'était point faute d'avoir notre idée sur ce qui constitue le champ politique, ni sur ce qu'est un comportement politique (sans d'ailleurs qu'à l'étape initiale nos points de vue fussent forcément en tous points concordants). Mais rien ne nous permettait de postuler que notre façon de structurer et de découper la réalité, et en particulier de percevoir le champ politique, fût universalisable à l'ensemble de la population étudiée. Bien au contraire, nous nous attendions, en ce domaine, à quelques surprises. C'est de cette posture initiale que découle notre mode d'approche, et, notamment, le recours, comme premier volet de notre dispositif de recherche, à une démarche de type non directif.

L'approche non directive ne représente nullement une technique miracle qui permette à elle seule d'échapper aux difficultés que nous signalons. Néanmoins, associée à d'autres méthodes, elle comporte à nos yeux un certain nombre d'avantages. Nous ne nous étendons ici ni sur la technique proprement dite^[8] de l'entretien non directif, ni sur les présupposés théoriques auxquels elle renvoie, ni sur les critiques qu'on peut lui adresser. Disons seulement qu'alors que, dans l'entretien dirigé (dont le questionnaire fermé représente le pôle extrême de directivité), c'est l'enquêteur qui détient l'attitude d'exploration, dans l'entretien non dirigé, c'est en principe l'enquêté^[9]. Nous attachons une extrême importance à ce renversement. Il s'agit, autant qu'il est possible, de faire que l'enquêté, à partir d'une consigne initiale (exemple : « Pouvez-vous me dire ce que représentent pour vous la politique, les partis politiques ? »), définisse lui-même le champ à explorer, détermine ce qui, dans son horizon propre, relève ou non du domaine étudié, même et surtout s'il répond sur tout autre chose que ce à quoi s'attend le chercheur. L'hypothèse supplémentaire sous-jacente à cette démarche est que le degré de liberté laissé à l'enquêté conditionne dans une large mesure la « profondeur » de l'information recueillie, en ce qu'elle facilite la production de significations fortement chargées d'affectivité, même quand elles revêtent l'aspect de stéréotypes^[10] : ce que nous cherchons à mettre au jour, en effet, c'est la logique sous-jacente aux associations qui, à partir de la consigne initiale, vont amener l'enquêté à aborder tel ou tel thème, à revenir en arrière, à passer à un autre thème, etc. C'est pourquoi tout l'entretien (silences, lapsus, rires, interventions de l'enquêteur, etc.) doit être enregistré et reproduit. En effet, on pose en principe qu'à partir du contenu manifeste de la production verbale recueillie dans un entretien il est possible, en

analysant les relations qui unissent les divers thèmes abordés, d'atteindre les significations latentes. Celles-ci permettront de reconstituer un système sous-jacent qui préside à l'organisation du contenu manifeste. En d'autres termes, l'entretien non directif aura comme but la production d'informations symptomatiques. Comme dans toute démarche scientifique, la justification de cet ensemble d'hypothèses réside dans la qualité de l'information recueillie et dans le caractère démonstratif ou non des conclusions auxquelles elle permet d'aboutir.

Il est toutefois une équivoque qu'il convient de dissiper. Nous ne considérons pas l'ensemble du corpus constitué par nos entretiens comme un seul texte. Chacun exprime au contraire, de façon plus ou moins censurée, le système d'attitudes, de représentations, de sentiments, caractéristiques d'un individu déterminé dont la biographie, les groupes d'appartenance, les conditions d'existence, etc., ne sont exactement ceux d'aucun autre. Pour attentifs que nous soyons à ces caractéristiques concrètes, ce n'est pas l'individu comme tel qui nous intéresse en tant que sociologues^[11]. Ce que nous cherchons à comprendre, c'est le système de représentations, de valorisations affectives, de règles sociales, de codes symboliques intériorisés par l'individu au cours de sa socialisation, et leur relation, éventuellement conflictuelle, avec les diverses dimensions d'une expérience actuelle qu'il partage avec beaucoup d'autres. Autrement dit, nos entretiens nous intéressent en tant qu'exprimant une version chaque fois singulière de la culture et des sous-cultures dont l'individu relève du fait de ses groupes d'appartenance (et de référence) présents et passés. Passer par le plus individuel (et, en un sens, le plus psychologique) pour atteindre le social ne nous semble paradoxal qu'en apparence. Il nous semble en effet que ce qui, des représentations, normes, etc., collectives, est le plus personnellement pris en charge, a de fortes chances de s'avérer le plus significatif d'un point de vue sociologique.

Cette dernière considération explique aussi notre technique d'analyse : nous cherchons, à partir des thèmes abordés et de leur association, dans chaque entretien pris individuellement, à mettre en évidence des analogies de structure et de contenu qui, même si aucun entretien n'est identique à un autre, permettent de construire le « modèle » culturel dont chacun d'entre eux apparaît comme une application particulière. L'objectif est de rendre compte de la totalité du matériel analysé, cette contrainte limitant, sans naturellement le supprimer, le risque évident de Subjectivité que comporte pareille démarche^[12].

Compte tenu de la quantité d'informations recueillie dans un seul entretien, leur nombre est forcément limité et le choix des personnes interviewées ne saurait s'effectuer en fonction de critères de représentativité au sens statistique du terme. Au contraire, on aura intérêt à choisir les personnes interrogées en fonction de la plus grande diversité possible des attitudes supposées à l'égard du thème de l'étude, à partir des variables dont on peut penser qu'elles jouent un rôle dans la structuration du champ que l'on veut explorer. Dans le cas présent, l'« échantillon » a été constitué en tenant compte de variables telles que le sexe, l'âge, la région^[13], la profession, le type d'habitat, dont on pouvait faire l'hypothèse qu'elles correspondaient à des sous-cultures significatives pour l'étude du champ politique. Soixante-dix-sept entretiens ont ainsi été recueillis. Une consigne supplémentaire consistait à ne pas choisir des militants d'organisations politiques ni même des personnes trop proches du cercle des militants politiques. Nous ne retracerons pas les diverses étapes de l'analyse. Disons seulement qu'à l'expérience nous sont apparus particulièrement significatifs ceux des entretiens où les thèmes religieux étaient spontanément évoqués en relation avec les thèmes politiques. Ce constat était très cohérent avec ce qu'on sait de la forte corrélation entre comportement électoral et pratique religieuse^[14], confirmée par les résultats de nombreux sondages, dont celui sur lequel se fonde la partie quantitative du présent travail. On a donc retenu ceux des entretiens où il est fait explicitement mention de la religion, que les enquêtés se situent comme étant catholiques, ou qu'ils se déclarent irréguliers^[15]. Nos deux séries d'entretiens sont composées de la façon suivante :

1. Catholiques déclarés

1. Femme, épouse de notaire, Bretagne intérieure.
2. Femme, couturière salariée, Provence.
3. Femme, épouse d'artisan peintre, Provence.
4. Homme et femme, instituteurs en retraite, région parisienne.
5. Femme, cultivatrice, Bretagne intérieure.
6. Homme, cultivateur, Sud-Ouest.
7. Femme, personnel de service, Est alsacien.
8. Homme, cultivateur, Provence.

Irréguliers déclarés

1. Homme, ouvrier métallurgiste, Est.
2. Femme, ancienne ouvrière, Bretagne maritime.
3. Homme, ouvrier métallurgiste, région parisienne.
4. Femme, ouvrière textile, Nord.

Une telle procédure peut paraître arbitraire. Elle se fondait en réalité sur l'exploitation de notre matériel, sur la connaissance que nous avons d'autres travaux, sur des hypothèses (à propos desquelles notre accord n'était pas total) issues de nos recherches et réflexions antérieures. Mais nous conservions de sérieux doutes, et avons entrepris de les lever au prix de vérifications systématiques. C'est cet ensemble de vérifications qui constitue la matière des quatre dernières parties de ce livre.

Le point de départ de l'analyse à laquelle sont consacrés les deux chapitres suivants a été donné par une communication, présentée en commun avec Monique et Raymond Fichelet, à un colloque sur « Catholicisme et communisme dans la vie politique française » (Centre catholique de sociologie religieuse, Orsay, octobre 1969). Les développements ultérieurs que nous avons cru pouvoir donner à cette première approche n'engagent évidemment que nous-mêmes^[16].

Notes du chapitre

[1] Il en va de même pour les autres formes du comportement politique, qu'il s'agisse de la participation à une manifestation ou de l'adhésion à un parti.

[2] On peut dire, en utilisant le langage de la théorie de l'information, que selon les codes dont disposent les individus et les groupes, ce qui pour les uns est message peut être bruit pour les autres, et inversement.

[3] Pour la discussion du point qui nous occupe ici, cf. en particulier : Girard (Alain), Stoetzel (Jean), *Les sondages d'opinion publique*, Paris, Presses universitaires de France, 1973 ; Bourdieu (Pierre), « L'opinion publique n'existe pas », *Les Temps modernes*, 318, janvier 1973 ; Casanova (Antoine), Maître (Jacques), Michelat (Guy), Simon (Michel), « Sur les sondages d'opinion », *La Nouvelle critique*, 74, mai 1974 ; Bon (Frédéric), *Les sondages peuvent-ils se tromper*, Paris, Calmann-Lévy, 1974.

[4] Cf. Michelat (Guy), « Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie », *Revue française de sociologie*, 16(2), avril-juin 1975, p. 229-247.

[5] Cela ne veut pas dire du tout que les personnes interrogées répondent au hasard, ni que leurs réponses (ou absences de réponse, ce qui est également une réponse) soient dépourvues de signification. Nous reviendrons sur ce problème dans notre deuxième partie.

[16] En 1968, les « professeurs, professions littéraires et scientifiques » représentent 1.02 % de la population active : 3.6 % des hommes. 1.4 % des femmes (personnes âgées de plus de 14 ans) possèdent un diplôme d'enseignement supérieur. Cf. *Données sociales, première édition* 1973, Paris, Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

1973, p. 23 et 104.

[7] A propos de l'écart entre les questions que se pose le sociologue et les problèmes importants pour les interviewés, cf. par exemple Simon (Michel), « La recherche du sociologue », in *Des chercheurs français s'interrogent*, Toulouse-Paris, Privat-Presses universitaires de France. 1957, p. 256-281.

[8] Sur l'entretien non directif et son analyse cf. notamment : Kandel (Liliane), « Réflexions sur l'usage de l'entretien, notamment non directif, et sur les études d'opinion », *Epistémologie sociologique*, 13. 1972, p. 25-46 : Legras (D.), « Quelques contributions à la méthodologie de l'entretien non directif d'enquête », *Bulletin du CERP*, 20 (2), 1971, p. 131-141 : Maître (Jacques), « Sociologie de l'idéologie et entretien non directif », *Revue française de sociologie*, 16 (2), avril-juin 1975, p. 248-256 : Michelat (Guy), « Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie », *Revue française de sociologie*, 16 (2), avril-juin 1975, p. 229-247 : Pagès (Max), *L'orientation non directive en psychothérapie et en psychologie sociale*, Paris, Dunod, 1965, 182 p. : Palmade (G.), « Notes sur l'interview non directive en psychologie sociale », *Bulletin de psychologie*, 8 (7-8), 1955, p. 461-466 ; Rogers (Cari), « The non directive method as a technique for social research », *American journal of sociology*, 50 (4), janvier 1945, p. 279-289 ; Simon (Michel), « L'entretien non directif en sociologie, propositions pour un débat », *Bulletin du Centre d'analyse du discours de l'université de Lille III*, 1974, p. 18-35 ; D'Unrug (Marie-Christine), *Analyse de contenu et acte de parole*, Paris, Editions universitaires. 1974. 270 p.

[9] En principe, car la non-directivité est toujours très relative.

[10] La notion de stéréotype est d'ailleurs toute relative. Disons seulement qu'il s'agit de séquences verbales préconstruites, dont souvent l'origine est à rechercher du côté des messages auxquels l'enquêté est exposé, mais l'important, comme pour les mots, est le « texte » qu'il produit à partir de ces éléments, et surtout ce que ce texte fait apparaître. A la limite, on pourrait concevoir un discours très significatif construit uniquement à partir de dictons et de proverbes. En effet, le choix de tel ou tel stéréotype est en lui-même significatif. Ce qui nous intéresse est de savoir si le stéréotype est ou non pris en charge par l'enquêté et pourquoi et comment il est pris en charge.

[11] En ce sens, il existe une différence considérable entre le dépouillement d'un entretien qui a pu durer au maximum deux heures, et, par exemple, la pratique de l'analyse qui suppose, entre l'analysé et l'analyste, des relations personnelles qui s'étendent sur plusieurs années. Aussi doit-on se garder, compte tenu du niveau que nous atteignons, de toute interprétation hâtive, inspire des concepts psychanalytiques, même si tel ou tel passage des entretiens semble faire signe vers des recherches en cette direction.

[12] Une analyse en équipe réduit les risques de subjectivité en raison de la fonction critique de l'autre et de l'interaction des analystes. L'essentiel est que ce soit par le recours au matériel que les divergences d'interprétation soient progressivement surmontées. Ajoutons qu'il n'y a pas de grille d'analyse *a priori* : celle-ci (bien que le terme soit impropre) se dégage d'elle-même au fur et à mesure de l'analyse, chaque étape du schéma ainsi construit permettant la lecture suivante, qui elle-même conduit à remanier le schéma.

[13] Nous avons tenu compte des diverses « régions politiques » avec l'aide de Jean Ranger que nous tenons à remercier.

[14] Pour les références sur ce point, voir plus loin, Ve partie, chapitre 1er.

[15] La consigne portait sur « la politique et les partis politiques », plus rarement sur « le Parti communiste ». Dans tous les cas, le thème de la religion a été abordé spontanément par l'enquêté.

[16] Nous remercions tous les enquêteurs qui ont recueilli les entretiens ainsi que Nathalie